

Réunion des Membres du Conseil consacrée au Programme de développement durable à l'horizon 2030

1^{er} mars 2021

Projet d'ordre du jour



Projet d'ordre du jour

Lieu : à distance par Zoom

Président : M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Lundi 1^{er} mars 2021

12h00-12h45 **Session d'ouverture : Relever le défi du financement du Programme de développement durable à horizon 2030 à l'ère du COVID-19**

- Remarques de bienvenue d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE
- Discours inaugural de S.E. M. Munir Akram, Président du Conseil économique et social des Nations Unies et Représentant permanent du Pakistan auprès des Nations Unies
- Perspectives d'organes clés de l'OCDE :
 - Mme Susanna Moorehead, Présidente du Comité d'aide au développement de l'OCDE
 - S.E. M. Manuel Escudero, Président du Comité directeur du Centre de développement et Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'OCDE
- Débats ouverts (voir les questions d'orientation)

En septembre 2019, lors du premier Sommet des ODD après l'adoption du Programme 2030 en 2015, les dirigeants mondiaux se sont engagés à « accélérer les progrès vers la concrétisation des ODD au cours de la décennie d'action et de résultats qui s'ouvre pour le développement durable ». Pour honorer cette promesse - et, à terme, donner corps au Programme 2030 – il est essentiel de disposer des ressources financières et d'en faire une utilisation efficiente, dans le cadre notamment de notre ambition de « reconstruire sur de meilleures bases » après la crise du COVID-19, qui a de profondes répercussions socioéconomiques dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement.

Avant même que la pandémie ne frappe, un montant estimé à 2 500 milliards USD était nécessaire chaque année pour combler le déficit de financement des ODD. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise, l'« effet de ciseaux » du financement des ODD – accroissement des besoins et diminution des ressources – s'en trouve accentué. D'après l'édition 2021 des Perspectives mondiales du financement du développement durable de l'OCDE, le déficit annuel de financement des ODD dans les seuls pays en développement pourrait augmenter de 1 700 milliards USD du fait de la crise du COVID-19. La pandémie a exercé une lourde ponction sur les finances publiques des pays, quel que soit leur stade de développement, en provoquant une réduction substantielle des recettes publiques alors que les gouvernements adoptaient des mesures d'urgence pour rendre les vaccins disponibles, soutenir les services de santé, proposer une garantie de revenu et maintenir les entreprises à flot. Les conséquences budgétaires de la pandémie pourraient contracter la dépense publique dans les années qui viennent, compromettant par là même la réalisation des ODD.

Pour que des fonds suffisants pour atteindre les ODD puissent être mobilisés, l'aide publique au développement (APD), les fonds des institutions de financement du développement, les ressources intérieures, le financement privé et la philanthropie ont tous leur rôle à jouer. Collectivement, nous avons beaucoup progressé dans certains domaines, par exemple pour

instaurer une fiscalité équitable, transparente et efficace, grâce notamment à de nouveaux outils et normes internationaux (comme le BEPS et l'échange automatique de renseignements). De son côté, l'APD reste une ressource relativement stable et prévisible dans le soutien apporté aux pays en développement pour les aider à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, plus particulièrement axée sur le bien-être des populations et se déployant là où les autres financements (privés) sont absents. Toutefois, des défis perdurent : en dépit de l'engagement pris par la communauté internationale de mettre à contribution les « capitaux libérés » dans le système financier mondial, ces financements ne sont toujours pas acheminés vers le développement durable au niveau et au rythme requis. Bien que les pouvoirs publics et les milieux financiers soient de plus en plus conscients de la valeur de l'investissement durable, il faut faire plus pour mobiliser des ressources supplémentaires en atténuant les risques liés à l'investissement et en attirant les apporteurs de financements commerciaux au moyen de modalités telles que le financement mixte. En outre, compte tenu de la complexité croissante du paysage des acteurs et des instruments intervenant dans le financement du Programme 2030, un cadre commun d'évaluation et de renforcement de l'impact du financement, s'inspirant du [Cadre OCDE-PNUD pour l'alignement des financements sur les ODD \(Framework for SDG-aligned Finance\)](#), est nécessaire. Si le déficit de financement est plus prononcé dans les pays en développement, tous les pays doivent prendre des mesures pour faire en sorte que des ressources suffisantes soient consacrées à la concrétisation des ODD.

Les intervenants feront le point de la situation en expliquant où nous en sommes, en tant que communauté internationale, quant au financement du Programme 2030. Dans les sessions suivantes, les participants auront la possibilité d'étudier des aspects particuliers du financement des ODD dans le contexte du COVID-19.

Questions à examiner pour guider les débats :

- *Quelles mesures les pays peuvent-ils prendre, au milieu de la crise du COVID-19, pour mobiliser des financements afin de s'attaquer à la dimension du Programme 2030 en lien avec la santé publique et garantir la sécurité à tous, y compris les plus vulnérables ?*
- *Comment les pays peuvent-ils faire face collectivement à « l'effet de ciseaux » du financement des ODD, qui a encore été amplifié par la crise du COVID-19 ? Que peut faire l'OCDE pour soutenir ces efforts ?*
- *Comment les pays peuvent-ils mieux mobiliser et aligner les ressources publiques et privées sur le Programme 2030 de façon à inscrire dans ce cadre une reprise durable et inclusive sur le long terme ? Tout au long de la chaîne d'investissement, comment les pays peuvent-ils assurer la cohérence des politiques entre les stratégies de financement nationales et internationales ?*

12h45-13h25 Session 1 : Mettre à profit l'investissement privé pour promouvoir les progrès en direction des ODD

- Allocution de M. Gabriel Yorio González, Vice-ministre des finances, Mexique
- Allocution de S.E. M. Raymund Furrer, Chef du centre de prestations Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie, Département fédéral de l'économie, Suisse
- Débats ouverts (voir les questions d'orientation)

D'autres intervenants principaux seront identifiés parmi les participants.

Investir dans les ODD va au-delà d'un impératif éthique - c'est également une opportunité pour atténuer les pires effets de crises telles que celle du COVID-19 par la mise en place de sociétés

plus résilientes. Si le rôle de l'APD, des politiques d'aide internationale et des banques multilatérales de développement est essentiel, en particulier sur le court terme, la tendance à la diminution des budgets publics souligne la nécessité d'une plus forte participation du secteur privé au financement des ODD. Les actifs détenus par les banques, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs, qui augmentent de près de 6 % par an depuis 2012, sont évalués au total à plus de 379 000 milliards USD. La réorientation de seulement 1 % par an de ces actifs financiers pourrait suffire à combler le déficit de financement croissant du développement durable. Il est primordial de mobiliser des fonds privés par le biais du financement mixte et d'autres approches innovantes du financement afin de réduire les risques et de mettre en place des conditions propices à l'investissement privé. Au-delà des seules entreprises, les apports privés provenant des organisations philanthropiques peuvent favoriser les progrès en direction des ODD, mais leur portée et leur potentiel doivent être mieux appréhendés et mis à profit. Il y a également beaucoup à attendre de la mobilisation du financement et de l'investissement privés au service du développement local, en bâtissant des ponts entre les priorités des villes et des régions et les investisseurs et apporteurs de solutions privés.

Toutefois, chaque dollar mobilisé doit être aligné sur les ODD et en accord avec l'objectif poursuivi. Il est difficile d'apprécier l'alignement sur les ODD des différentes sources de financement et, faute d'approches plus cohérentes de sa mesure, l'action à l'appui des ODD risque de se limiter à un argument de marketing. Il sera impératif pour atteindre les ODD d'élaborer un cadre commun de politiques, d'outils et de normes ainsi que des plans d'action public-privé pour qu'un plus large éventail d'acteurs alignent leurs financements et leurs investissements sur les ODD. Les normes et principes existants, notamment en matière de conduite responsable des entreprises, peuvent jouer un rôle important à cet égard. La promotion et l'harmonisation des stratégies efficaces de mesure et de gestion de l'impact peuvent aider les pays à donner corps au Programme 2030 en intégrant des mesures non financières qui prennent en compte les externalités positives et négatives, en incitant les investisseurs à dépasser les seules considérations environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise ainsi que de gestion du risque pour s'intéresser à l'impact réel de leurs activités.

Les pouvoirs publics et les autorités de réglementation jouent un rôle important pour accroître l'efficacité des marchés afin de ne laisser personne ni aucun ODD de côté. Au-delà de la mobilisation et de l'alignement au sein du système financier, un climat d'investissement ouvert, transparent et qui ne soit pas source de distorsions, couplé avec des cadres d'action appropriés, s'inspirant du Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement, peut contribuer à restaurer les échanges et à permettre un investissement privé de qualité, en renforçant par là même la résilience dans les économies de l'OCDE et les économies partenaires tout en accélérant les progrès vers les ODD.

Questions à examiner pour guider les débats :

- *Quelles formes de financement innovant et de financement mixte peuvent-elles être déployées pour mobiliser des ressources en faveur des pays dont les besoins sont les plus grands ? Quel peut être le rôle de l'OCDE pour faire en sorte que les efforts déployés produisent un impact ?*
- *Comment l'OCDE peut-elle contribuer à l'élaboration d'un cadre harmonisé et orienté vers l'action permettant un alignement des financements et des investissements sur les ODD ? Quels outils, cadres et normes les pays utilisent-ils pour rehausser la qualité et l'impact des financements ? Quels sont les domaines non couverts par des cadres et outils existants ?*
- *Comment la coopération pour le développement peut-elle appuyer les efforts des pays partenaires en vue de l'élaboration de cadres d'action pour un investissement durable et une conduite responsable des entreprises ?*

- Allocution de Mme Maria José Garde, Directrice générale, Direction générale de la fiscalité, ministère des Finances, Espagne
- Débats ouverts (voir les questions d'orientation)

D'autres intervenants principaux seront identifiés parmi les participants.

Le Programme 2030 tout comme la crise du COVID-19 exigent de l'ensemble des pays qu'ils réexaminent leurs systèmes fiscaux afin de déterminer s'ils sont adaptés pour faire face aux nombreux défis structurels et de long terme auxquels ils sont confrontés, et notamment à la nécessité de progresser sur la voie des ODD à l'échelon tant national qu'international. Les données fiscales harmonisées pour plus d'une centaine de pays que comprend la base de données des statistiques mondiales des recettes publiques mettent en évidence les fortes disparités qui existent entre les pays en termes de capacité de mobilisation des ressources intérieures, les ratios recettes fiscales/PIB étant généralement supérieurs dans les économies avancées et inférieurs dans les pays à faible revenu qui ont plus de chemin à parcourir pour atteindre les ODD. À l'échelle internationale, alors que l'APD est sous pression et que la marge budgétaire de nombreux pays s'amenuise, il est impératif que tous les pays soient en mesure de bénéficier des évolutions récentes du système fiscal international, comme les Actions du BEPS, les normes relatives à la TVA sur les ventes en ligne ou encore les normes relatives à l'échange automatique de renseignements.

À l'échelon national, le potentiel de la fiscalité pour permettre la concrétisation des ODD dépasse de loin le rôle évident des recettes fiscales dans le financement du développement. Les systèmes fiscaux ont un rôle important à jouer pour accroître les recettes collectées auprès de ceux qui ont la plus forte capacité contributive, promouvoir la protection sociale et ouvrir des perspectives aux groupes les plus vulnérables (notamment les femmes, les jeunes et les travailleurs du secteur informel), encourager des comportements favorables à la réalisation des ODD, par exemple la protection de l'environnement ou l'innovation, ou encore faciliter le respect des obligations fiscales en simplifiant et en améliorant l'efficacité de l'administration de l'impôt. Les réformes visant à faire en sorte que les systèmes fiscaux soient mieux à même de favoriser la réalisation des ODD doivent donc prendre en considération non seulement l'impact de la fiscalité sur des ODD donnés, mais aussi son incidence plus générale sur l'inclusivité et la durabilité, ainsi que sur les enjeux d'économie politique liés à la mise en œuvre et au respect des obligations.

La mise en place de systèmes fiscaux qui favorisent la concrétisation des ODD requiert une approche holistique. À titre d'exemple, pour assurer un financement durable des systèmes de santé, il est nécessaire de porter un regard global sur les effets combinés des différents impôts sur l'accroissement des recettes, en encourageant des comportements sains, en favorisant la participation à l'économie, et à l'économie formelle en particulier, et en favorisant également l'instauration de régimes de protection sociale/d'assurance efficaces. Si des taxes environnementales bien conçues peuvent inciter les citoyens et les entreprises à opter pour des comportements plus sains, et peuvent aider à mobiliser des ressources intérieures, elles ont aussi des effets sur la distribution qui doivent être pris en compte.

Questions à examiner pour guider les débats :

- *Quels enseignements les pays ont-ils tirés de leurs efforts visant à rendre leurs systèmes fiscaux plus favorables à la réalisation des ODD ? Quelles possibilités la crise du COVID-19 ouvre-t-elle pour engager des réformes plus ambitieuses au moment où les pays se préparent à « reconstruire sur de meilleures bases » ?*
- *Quelles autres mesures peuvent être prises pour faire en sorte que tous les pays bénéficient pleinement des normes internationales en matière de fiscalité ?*

-
- *Que peut faire l'OCDE pour aider les pays individuellement et collectivement à mettre à profit la fiscalité pour atteindre les ODD au milieu de la crise du COVID-19 ?*

14h05-14h45 Session 3 : Faire une utilisation stratégique du processus budgétaire et des marchés publics pour accélérer les progrès en direction des ODD

- Allocution de Mme Alexandra-Maria Bocșe, Conseillère d'État, Cheffe du Département du climat et du développement durable, Administration présidentielle, Roumanie
- Débats ouverts (voir les questions d'orientation)

D'autres intervenants principaux seront identifiés parmi les participants.

Accélérer les progrès au regard des ODD exigera des pays qu'ils améliorent l'intégration de leurs politiques publiques, qu'ils opèrent des arbitrages entre les priorités économiques, sociales et environnementales et en exploitent les synergies, et qu'ils impliquent l'ensemble de l'administration dans les efforts concertés déployés au service de l'alignement et de la cohérence. L'OCDE recommande aux pays de faire une utilisation stratégique du processus budgétaire et des marchés publics afin de gérer les synergies et les arbitrages et de donner la priorité aux investissements plus particulièrement axés sur le développement durable. Une démarche qui est particulièrement pertinente dans le cadre de la reprise consécutive à la pandémie de COVID-19.

Pour faire face aux défis dans ce domaine, des approches de budgétisation ciblées sur des priorités, telles que la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'établissement des budgets, les budgets verts ou encore la budgétisation axée sur le bien-être, trouvent de plus en plus d'écho. Dans le contexte du Programme 2030 et de la crise du COVID-19, un marquage ODD des budgets peut être utilisé pour identifier les mesures de relance susceptibles de contribuer à la réalisation d'ODD spécifiques, ce qui aide les gouvernements à concevoir des plans d'action qui accélèrent les progrès vers les objectifs nationaux. Un certain nombre de pays filtrent les demandes de budgets sur la base de leur contribution à la stratégie nationale de développement durable, ce qui permet d'affiner le ciblage des politiques mais aussi d'identifier les domaines où les arbitrages ou les synergies pourraient être améliorés. Au niveau infranational, les villes et les régions utilisent de plus en plus les ODD comme un outil de budgétisation et un cadre permettant de promouvoir des priorités et des programmes plurisectoriels.

Pour éviter que les ODD ne servent que d'argument de marketing et, au contraire, pouvoir démontrer les résultats concrets obtenus au regard des ODD, il faut que les efforts dépassent le stade d'un pur exercice comptable pour donner des informations synthétiques sur les ressources que les pouvoirs publics allouent à leurs priorités, en favorisant une action systématique de la part de l'administration dans son ensemble qui fasse progresser le pays vers la concrétisation des ODD. Un moyen efficace d'y parvenir consiste à mettre à profit la passation des marchés publics, qui représentent en moyenne un tiers des budgets publics. Utilisés de façon stratégique, les marchés publics, peuvent aider à rendre nos économies plus productives, nos secteurs publics plus efficaces, nos sociétés plus inclusives, autant d'éléments indispensables à la concrétisation du Programme 2030. Cela peut également contribuer à relier entre eux les engagements pris dans le cadre des ODD aux différents échelons de l'administration, à renforcer la responsabilité des institutions publiques et à promouvoir des pratiques responsables de la part des entreprises dans le droit fil des cibles des ODD, en y associant le secteur privé. Dans la mesure où une grande part des plans de relance post-COVID-19 passeront par des investissements publics dans la santé, les infrastructures et les services publics, le recours à l'effet de levier que permet la passation de

marchés publics, tout en limitant les risques de corruption et de gaspillage, peut concourir à favoriser une reprise plus verte et plus inclusive.

Questions à examiner pour guider les débats :

- *Quels enseignements les pays ont-ils tirés de leur expérience d'outils de budgétisation en fonction des priorités ? Ces outils peuvent-ils favoriser le changement dans des vastes domaines de la dépense publique dans le contexte de la crise du COVID-19, comme les infrastructures, la santé et les secteurs sociaux ?*
- *Comment la passation de marchés publics peut-elle être mise au service des ODD, y compris dans les villes et les régions ? Quelles opportunités la gestion des risques et le devoir de diligence dans les marchés publics offrent-elles pour maintenir le cap sur la réalisation des ODD ?*
- *Que peut faire l'OCDE pour aider les pays à faire une utilisation stratégique du processus budgétaire et des marchés publics pour aligner la reprise post-COVID sur le Programme 2030 ?*

14h45-15h00 Clôture : Passer de la parole aux actes afin de combler le déficit de financement de façon à atteindre les ODD à l'ère du COVID-19.

- Réflexions de M. Jeffrey Schlagenhauf, Secrétaire général adjoint de l'OCDE
- Allocution de clôture du Secrétaire général de l'OCDE

Cette session a pour objet de dégager les conclusions des discussions et de définir les actions concrètes que les participants et l'OCDE peuvent mener en matière de financement des ODD afin de faire progresser le Programme 2030 face aux défis nés de la crise du COVID-19.

Informations supplémentaires

Tous les documents nécessaires à la réunion sont disponibles sur www.oecd.org/SDGs.

Pour confirmer votre participation à la réunion ou pour toute question, veuillez contacter :

Mme Manuela Vitrella, manuela.vitrella@oecd.org.